



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Octobre 2022

NON à la décroissance du pouvoir d'achat.

Page 4



Il faut réformer l'asile de fond en comble.

Page 7



Hommage au conseiller fédéral Ueli Maurer.

Page 15



Signez maintenant le référendum ! Pages 3-9

NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité

Voici les conséquences de cette loi dangereuse :

- **Encore moins d'électricité !**
- **Explosion des prix de l'électricité !**
- **Sortir du nucléaire sans plan B !**
- **347 milliards de coûts supplémentaires !**
- **Des mesures de rééducation !**
- **Pleins-pouvoirs non démocratiques pour le Conseil fédéral !**

Afin que la Suisse reste la Suisse

La gauche rose-verte conduit la Suisse tout droit dans le mur, la crise actuelle de l'électricité le démontre sans équivoque. C'est pourquoi nous devons empêcher un nouveau glissement vers la gauche lors des élections fédérales de 2023, pour le bien de notre pays.

Un an avant les élections fédérales, la Suisse est au cœur d'une grave crise. Notre liberté, notre sécurité, notre indépendance et notre prospérité sont en danger, à cause de la politique rose-verte menée à Berne. Cette dernière est caractéristique d'un aveuglement idéologique qui bafoue les valeurs qui font la force de la Suisse.

La crise de l'électricité et de l'énergie est l'une d'entre elles. L'UDC a toujours prévenu que l'abandon irréfléchi du nucléaire et son remplacement avec des éoliennes et des panneaux solaires ne pouvaient pas fonctionner. Nous avions prévenu que nous risquions de devoir prendre des douches froides et que les coûts exploseraient. On nous a ri au nez ! Mais aujourd'hui, plus personne ne rit, car le scénario d'horreur est devenu réalité.

L'UDC lance un référendum contre la loi sur le gaspillage d'électricité

Malgré tout, la majorité de centre-gauche au Parlement continue à bricoler. La nouvelle loi sur le climat fixe un objectif net de zéro émission de CO₂. Nous aggravons ainsi massivement la crise énergétique, car chaque voiture électrique, chaque pompe à chaleur

supplémentaire signifie un besoin accru en électricité, alors que nous manquons déjà d'électricité !

L'UDC lance un référendum contre cette loi sur le gaspillage de l'électricité. Les

politique d'asile et d'immigration. La Confédération prévoit pour 2022 l'arrivée de 240'000 personnes supplémentaires dans notre petit pays, dont beaucoup tentent de chercher une vie meilleure aux frais des contribuables suisses.



Pour les Suisses, il reste de moins en moins dans leur porte-monnaie. Le pouvoir d'achat diminue et l'on se sent de moins en moins chez soi dans notre propre pays.

La Suisse doit rester la Suisse. Pour que la Suisse reste le pays que nous aimons, nous devons empêcher coûte que coûte un nouveau glissement vers la gauche lors des élections fédérales de 2023. La politique réaliste et raisonnable de l'UDC est plus importante que jamais. C'est pourquoi l'engagement de chacun d'entre nous compte. Je

conséquences pour la population et l'économie seraient en effet fatales ! Cette folie idéologique coûte plus de 340 milliards de francs ! Elle entraînera une nouvelle explosion du prix de l'électricité et de nouvelles taxes. Finalement : la pauvreté et le chômage nous guettent toutes et tous.

Nombre record de réfugiés

L'échec des autres partis se manifeste également de manière éclatante dans la

vous remercie de tout cœur pour votre engagement en faveur du parti et de notre pays !

Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse

Gaspillage d'électricité : l'électrochoc du referendum

Non, lancer un referendum contre une loi sur l'électricité, ce n'est pas aller à contre-courant. Mais aujourd'hui, oui, notre referendum est un électrochoc absolument nécessaire pour notre population, pour nos entreprises, pour notre pays ! La priorité doit être à la production d'électricité.



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châttonnaye (FR)

Au départ, il y a l'initiative pour les glaciers. Et un premier projet de loi truffé de taxes grevant lourdement le consommateur. Puis il y a un contre-projet au ton plutôt sympathique puisque le Conseil fédéral a quasiment biffé les taxes au profit d'aides financières substantielles pour le consommateur. Sauf que... ce qui nous est proposé exige l'abandon des énergies fossiles et donne de grands pouvoirs à la Confédération pour diriger notre politique énergétique. En d'autres termes, cette nouvelle loi sur le climat est une menace pour notre économie, pour la prospérité de notre pays mais surtout pour la sécurité de notre approvisionnement. Logique dès lors que le peuple souverain ait le dernier mot – c'est la raison de notre referendum !

347 milliards de coûts !

Avec ce contre-projet, approuvé par notre Parlement, nous allons vers l'interdiction du mazout, de l'essence, du diesel et du gaz. Chauffage des maisons et conduite des automobiles ne sont possibles plus qu'à l'électricité. Bravo pour la décarbonation ! Bonjour le monde idéal !

Et pour entrer dans cette société « tout à l'électricité », la Confédération est prête à ouvrir les cordons de sa bourse – ou



plutôt celle des contribuables. Les aides à la transformation vont coûter quelque 347 milliards de francs. Rénovation et isolation de bâtiments, pose de pompes à chaleur ou de panneaux photovoltaïques, etc...

L'objectif du Conseil fédéral est d'atteindre le « zéro net en 2050 » : il décidera donc seul des mesures à prendre.

N'en jetez plus... il y a surcharge sur la ligne ! C'est vraiment l'heure du referendum. Car cette loi, que nous combattons, met la charrue devant les bœufs : à l'heure actuelle, l'électricité manque en Suisse. Voilà pourquoi nous soutenons des projets pour produire de l'électricité, comme ceux du Grimsel (le barrage de remplacement de Spitallamm), de Gondo (projet de centrale photovoltaïque d'altitude). L'électricité manque : en 2019, la centrale nucléaire de Mühleberg a été fermée de manière précipitée sans s'assurer la garantie d'une production alternative...

L'électricité, un produit de luxe ?

Et si la demande en électricité va augmenter, le prix de cette énergie va aussi exploser au point de devenir un luxe pour riches...

Tout vers l'électrique... alors que le marché des pompes à chaleur est à sec, alors que les ouvriers spécialisés pour la pose de panneaux solaires n'ont même pas commencé leur apprentissage, alors que pareils panneaux connaissent des délais de livraison de plusieurs mois, alors que toutes les questions de stockage de l'électricité n'ont pas encore été résolues...

Notre referendum stoppe cet aveuglement dogmatique. Notre referendum garantit à notre pays la sécurité de son approvisionnement. Notre referendum donne la priorité à la production d'électricité.

SCANNEZ
ICI ►



Téléchargez et commandez des feuilles de signatures :

<https://crise-energie-non.ch/>

NON à décroissance du pouvoir d'achat

Le Parlement a soutenu un contre-projet à l'initiative pour les glaciers qui veut que la Suisse se prive de toutes les énergies fossiles d'ici 2050. Alors que l'énergie nucléaire a déjà été condamnée et que l'Europe entière fait face à la crise énergétique, la Suisse continue de se bercer d'illusions. C'est non seulement dangereux pour notre approvisionnement en énergie, c'est également catastrophique pour notre pouvoir d'achat.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC
Suisse, Genève (GE)

Les utopies s'accumulent les unes après les autres à Berne ! Une nouvelle fois, les autres partis s'accrochent à leur romantisme et refusent de faire face à la réalité telle qu'elle est. Ainsi, seule l'UDC combat la nouvelle loi, faussement intitulée « loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique ». Ce titre marketing a été décidé à la hâte afin d'enjoliver une loi dont les effets seront la décroissance énergétique et la l'anéantissement du pouvoir d'achat des Suissesses et des Suisses. Quand des élus se sentent obligés d'embellir le contenant, c'est qu'il faut se méfier du contenu.

Une loi de décroissance énergétique

La nouvelle fois vise à atteindre la neutralité carbone en 2050 en interdisant toute énergie fossile en Suisse. Présenté tel quel, l'objectif semble louable, mais évitons de tomber dans un piège aussi grossier. Pour atteindre ladite neutralité carbone, il faut que l'ensemble des énergies fossiles consommées soit compensé par de l'énergie électrique. Par exemple, en remplaçant sa voiture thermique par une voiture électrique.

Or, nous sommes en pleine crise de l'électricité, car la Suisse a décidé de se priver de l'énergie nucléaire, la seule

source d'énergie capable de produire de l'électricité en bande. Ainsi, alors que la démographie augmente comme jamais auparavant dans notre pays, la Suisse décide de se priver coup sur coup de produire de l'énergie électrique et de consommer des énergies fossiles. Sans électricité, sans gaz et sans carburant, il n'y a qu'une seule issue possible : la décroissance forcée et coûteuse ! Qui dit décroissance, dit chômage, dit récession, dit pauvreté, dit conflit.

Une loi de décroissance du pouvoir d'achat

En raréfiant l'énergie et selon le principe de l'offre et de la demande, le prix de cette dernière prendra l'ascenseur de manière inégale, comme en témoigne l'actuelle inflation du prix du gaz et de l'électricité en raison de la situation géopolitique. Consommer de l'énergie pour se chauffer, pour conserver ses ali-

ments au réfrigérateur, regarder la télévision, charger son natel et se rendre à son travail coûtera beaucoup plus cher.

C'est non seulement vrai pour les familles, mais aussi pour les entreprises. Ainsi, ces dernières devront compenser l'augmentation du prix de l'énergie en réduisant les postes de travail ou les salaires et en augmentant le prix de vente de ses biens.

Dans tous les cas, l'issue est la même : le pouvoir d'achat sera drastiquement réduit !

Signez le référendum maintenant

Afin de sauver le pouvoir d'achat des gens et de sauver la Suisse de la décroissance, signez et faites signer maintenant le référendum « Aggraver la crise énergétique ? NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité ».



En raison des utopies de la gauche et de la politique rose-verte, les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour la classe moyenne en Suisse. L'UDC est le seul parti qui s'engage pour le pouvoir d'achat des Suisses.

Non à la politique idéologique néfaste du centre-gauche

Alors que la politique énergétique de la Confédération est en train de lamentablement échouer, voilà que les partis responsables de cet échec bricolent déjà de nouvelles lois qui catapultent encore plus la Suisse dans le néant de la politique énergétique. L'électricité est déjà devenue rare et chère.



von Christian Imark
Nationalrat
Fehren (S0)

L'immigration en Suisse s'élèvera cette année à environ un quart de million de personnes. Depuis l'an 2000, la population a donc augmenté de près de deux millions de personnes. Il va de soi que ces personnes n'ont pas seulement besoin d'espace, mais qu'elles consomment aussi des ressources et de l'électricité.

Consulter le peuple

L'échec de la politique énergétique de la Confédération est sur toutes les lèvres ces derniers temps. Des milliards de francs d'impôts sont gaspillés pour sauver des groupes électriques, des décisions urgentes sont prises pour édicter de nouvelles prescriptions, les cantons sont surtaxés, la Constitution est bafouée et la protection de la nature et du paysage est jetée aux orties. Dans le même temps, la Confédération construit à la hâte des centrales à pétrole polluantes pour 500 millions de francs afin de compenser ses erreurs stratégiques.

Mais cela ne suffit pas ! En septembre, les Chambres fédérales ont transformé la fameuse « initiative pour les glaciers » en une loi sur le gaspillage de l'électricité. Sans vote populaire, elle devait passer en douce sans consulter les citoyens.

Ce n'est que grâce au référendum de l'UDC qu'une votation populaire aura lieu.

Le masochisme 2.0 de Doris Leuthard

La loi sur le gaspillage de l'électricité comprend, par exemple, deux milliards de francs de subventions fédérales pour le remplacement des chauffages fossiles. Pour rappel, 58% de tous les chauffages suisses

Economie planifiée et passages en force

La loi sur le gaspillage de l'électricité ne contient que des objectifs de décarbonisation planifiés. Pour tous les secteurs, les émissions de CO₂ sont fixées de manière précise, sans tenir compte de facteurs externes tels que l'immigration, la disponibilité de l'énergie ou les températures extérieures.



La politique sabote l'approvisionnement énergétique : La majorité de centre-gauche au Parlement a commis en 2022 la même erreur qu'en 2017. Grâce au référendum de l'UDC, le peuple peut réparer cette erreur lors d'une votation populaire.

Il n'existe pas de plan de mise en œuvre des objectifs. Pourquoi d'ailleurs ? Si le Conseil fédéral constate un jour que les objectifs ne sont pas atteints, il disposera d'une carte blanche législative pour prendre des mesures encore plus nombreuses et encore plus coûteuses par voie d'ordonnance.

Le peuple est trompé

Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, la Suisse va poursuivre les erreurs du passé. Dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, le peuple a déjà été trompé. On prétendait qu'il n'en résulterait que des coûts de 40 francs par famille, que la sortie du nucléaire se ferait sans problème et que l'approvisionnement énergétique de la Suisse serait sûr, propre et suisse.

fonctionnent au pétrole ou au gaz. Heureusement que les énergies fossiles existent encore, il faut le dire en ces temps de pénurie d'électricité. Si elles devaient être remplacées, il faudrait beaucoup plus d'électricité que maintenant. La stratégie énergétique de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard a déjà rendu la Suisse si dépendante de l'étranger dans le domaine de l'électricité que nous sommes devenus le jouet de la politique européenne des grandes puissances.

Or, aujourd'hui, rien de tout cela n'est devenu réalité, c'est même tout le contraire ! La priorité absolue de la politique énergétique doit rester l'approvisionnement de la Suisse en énergie écologique et bon marché. Avec la loi sur la consommation d'électricité, notre pays s'éloignera encore plus de ces principes.

L'immigration massive menace l'approvisionnement en électricité

L'immigration massive pousse l'environnement et les infrastructures suisses à la limite de leurs capacités. Elle provoque une énorme pression liée à la densité et est la principale cause de la pénurie d'électricité qui nous menace. Plus le temps passe, plus les graves problèmes liés à la non-application de l'initiative contre l'immigration de masse sont évidents.



par Mike Egger
Conseiller national
Berneck (SG)

Entre 2000 et 2021, la population suisse est passée de 7,17 millions à 8,77 millions d'habitants. Cette année, en plus de l'immigration record en provenance de l'UE et d'autres pays, des réfugiés d'Ukraine et des demandeurs d'asile supplémentaires viendront s'ajouter au total. Ainsi, en 2022, la Suisse comptera plus de 200'000 personnes supplémentaires. Et cela en une seule année ! Si l'on ajoute à cela les 100'000 sans-papiers illégaux estimés qui vivent en Suisse, la Suisse à 9 millions d'habitants sera probablement une amère réalité dès cette année.

La pression de la densité se manifeste à tous les coins de rue et sur tous les fronts : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le nombre de véhicules sur les routes a augmenté de 40%, les heures d'embouteillage ont quadruplé ! Et quelque 50'000 voitures supplémentaires sont mises en circulation chaque année.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne cesse de s'aggraver, car toutes ces personnes immigrées ont besoin de médecins, d'ingénieurs qui construisent des routes et d'enseignants. Le prix des terrains à bâtir augmente considérablement, le rêve de devenir propriétaire s'envole

et les loyers deviennent inabordables. Tous ces effets secondaires négatifs sont liés à l'immigration massive.

Pénurie d'électricité à cause de l'immigration

Les perspectives énergétiques 2050, qui ont servi de base à la votation sur la Stratégie énergétique 2050, prévoyaient une croissance de la population à 8,98 millions d'habitants en 2050. Nous avons déjà atteint ce chiffre cette année, soit 28 ans plus tôt ! Ces hypothèses constituent la base de notre politique énergétique. Ironiquement, tous les partis, à l'exception de l'UDC, ne parlent pas des effets de l'immigration sur la consommation d'électricité.

La consommation des ménages (+18,7%), des services (+9,3%) et des transports (+6,8%) a augmenté. Les autres partis restent muets sur l'impact de la consommation d'électricité des 700'000 ménages construits depuis 2001 en raison de l'immigration. L'immigration de cette année consomme à elle seule 1,34 milliard de kilowattheures d'électricité supplémentaires !

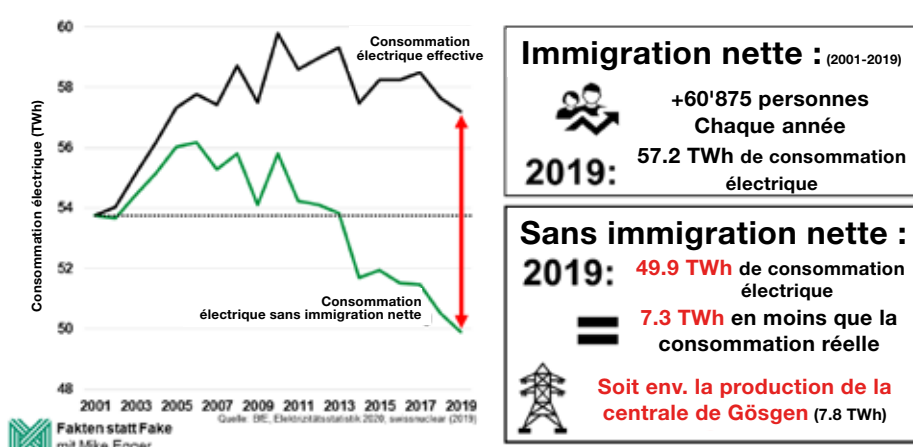
Ces chiffres deviennent inquiétants si l'on se tourne vers l'avenir. Comme la production d'électricité variera davantage dans le temps en raison des énergies renouvelables telles que le soleil et le vent (courant flottant), d'innombrables accumulateurs d'électricité sans CO₂ seront nécessaires pour la surproduction afin d'assurer

l'approvisionnement en électricité, notamment en hiver. Pourtant, le potentiel de développement de l'ensemble de l'énergie hydraulique d'ici 2050 s'élève à peine à 1,43 TWh. À titre de comparaison, l'immigration nette moyenne des dix dernières années s'est élevée à 61'575 personnes, ce qui représente chaque année 0,41 TWh de besoins en électricité supplémentaires. L'ensemble du potentiel d'extension d'ici 2050 est donc englouti

par la consommation d'électricité de 3,5 années d'immigration nette !

Cela ne peut pas continuer ainsi. Il faut une initiative pour la durabilité qui tienne compte de la croissance démographique. C'est la seule façon de prendre sérieusement soin de notre pays. Nous ne pourrions remédier à la pénurie d'électricité qu'en acceptant de faire face à la réalité de l'explosion démographique.

Consommation électrique sans immigration nette



L'immigration massive en Suisse entraîne une augmentation des besoins en électricité. Sans l'immigration, la Suisse aurait économisé l'équivalent de la production de la centrale de Gösgen.

L'immigration nette de 2001 à 2019 a entraîné à elle seule un besoin supplémentaire de 7,3 térawattheures (TWh), ce qui correspond à peu près à la production de la centrale nucléaire de Gösgen.

Une ventilation de ces chiffres par branche montre que : l'industrie (-5,4%) et l'agriculture (-7,3%) ont économisé de l'électricité ces dernières années, tandis que la consom-

Il faut réformer l'asile de fond en comble !

120'000 personnes avec un permis S, 20'000 demandeurs d'asile plus 100'000 personnes via la libre circulation des personnes et les pays tiers : la Suisse comptera un quart de million de personnes supplémentaires rien que cette année et la moitié d'entre eux vivra de l'aide sociale ! En effet, cinq ans après leur arrivée en Suisse, environ 85% des réfugiés sont bénéficiaires de l'aide sociale.



par Michaël Buffat
Conseiller national
Vuarrens (VD)

Nous nous trouvons au commencement d'une énorme crise migratoire. Celle de 2015 n'était qu'un avant-goût de ce qui attend la Suisse dans les mois à venir. Avec le statut de protection pour les personnes en provenance d'Ukraine, la Suisse accorde un droit de séjour « temporaire » à plus de 40 millions de personnes, ceci sans grandes formalités et en dehors du système Dublin.

A ce stade il est légitime de se demander si les bénéficiaires de ce droit de séjour temporaire repartiront. Pourquoi ? Parce qu'après cinq ans passés « temporairement » en Suisse, l'autorisation de séjour est automatiquement accordée. De surcroît, il est possible que ces personnes déposent une demande d'asile ordinaire à tout moment. Il semble que l'accueil dans notre pays de personnes en quête de protection entraîne une réaction en chaîne et que de plus en plus de personnes, y compris en provenance d'Afrique et du Proche-Orient, se mettent en route vers l'Europe.

Cette pression migratoire, nous la ressentons également à nos frontières orientales, où environ 35'000 personnes clandestines, principalement originaires d'Afghanistan et d'Afrique du Nord, ont été interceptées rien que cette année. Bien qu'elles ne déposent pas de demande d'asile en Suisse, il s'agit véritablement d'une bombe à retardement en matière de politique de sécurité.

La Suisse est à bout de souffle

En raison de cette immigration démesurée, la Suisse est à bout de souffle. Pensons à nos écoles ou à notre système de santé. Le quart de million d'habitants supplémentaires vivants en Suisse consomme à lui seul l'électricité produite par 400 éoliennes supplémentaires. De plus en plus de cantons sont obligés de construire des cités de containers ou de mettre en service des abris de protection civile, car nos limites en matière d'hébergement de logement sont dépassées.

Personne ne connaît vraiment les coûts engendrés par cette politique de l'asile dans le domaine de la santé et de l'intégration des étrangers. Rien que pour l'aide sociale, la Confédération et les cantons dépensent des milliards. Il faut désormais réduire la pression migratoire sur la Suisse. Le statut de protection S doit être désactivé le plus vite possible, afin que nous puissions revenir au système d'asile qui comprend l'examen des cas et les renvois prévus par le protocole Dublin.

En réalité, même le système d'asile ordinaire doit être repensé. En effet, avec

« l'admission provisoire », nous accordons de fait un droit de séjour à des milliers de personnes, bien qu'elles ne soient pas considérées comme des réfugiés selon la Convention de Genève. Regardons du côté de la Grande-Bretagne qui souhaite mener les procédures d'asile dans les pays concernés, comme le Rwanda. Si elle y parvient, la pression migratoire diminuera probablement massivement en très peu de temps.

L'aide sur place est considérablement plus efficace

L'aide sur place est toujours la meilleure et la plus ciblée. Premièrement, elle permet d'aider tout le monde et pas seulement les jeunes hommes qui ont réussi à entrer en Suisse après un long et périlleux voyage. Deuxièmement, avec l'argent dépensé ici pour un seul « réfugié », nous pouvons aider un bien plus grand nombre de personnes dans les pays d'origine ou dans une région voisine. Et troisièmement, il est également préférable pour les pays concernés que les personnes ne s'enfuient pas à l'autre bout du monde, mais demeurent à proximité pour faire progresser la société et l'économie de leur pays d'origine.



Dans le domaine de l'asile, il est plus efficace d'aider les réfugiés dans leur région d'origine que de les accueillir en Suisse.

La Stratégie énergétique a échoué

Les nouvelles énergies renouvelables sont la seule solution d'avenir, c'est ce qu'affirmaient le Conseil fédéral et tous les autres partis. En l'espace de quelques années, cette vision irréaliste s'est envolée et il faut désormais de nouvelles grandes centrales. Seule la technologie nucléaire fournit suffisamment de courant exempt de CO₂.



par Albert Rösti
Conseiller national
Uetendorf (BE)

Une chose est claire pour tout le monde : à l'avenir, si nous voulons décarboner complètement notre pays, nous aurons besoin d'une quantité d'électricité deux fois plus importante que maintenant. Or, la Stratégie énergétique 2050 prévoyait une baisse de la consommation d'électricité. De surcroît, les objectifs de développement des énergies renouvelables ne sont pas atteints.

Evaluation totalement erronée de Doris Leuthard

En 2017, avant la votation populaire sur la Stratégie énergétique 2050, l'UDC a protesté haut et fort et mis en évidence les lacunes. L'affiche montrant une femme sous une douche froide a été raillée comme étant démagogique. Je me souviens encore très bien du débat au Conseil national sur la Stratégie énergétique et des fausses promesses de la conseillère fédérale de l'époque, Doris Leuthard, qui balayait les critiques avec des déclarations comme celles-ci :

« Premièrement, la sécurité de l'approvisionnement n'est pas remise en question. »

« Il n'y a pas d'incertitude dans la mesure où tous les pays européens disposeront



Pendant la campagne de votation de 2017, l'UDC avait publié cette affiche informant que l'approvisionnement énergétique était menacé par la Stratégie énergétique 2050 et que les prix de l'énergie allaient par conséquent exploser. Cette stratégie erronée doit maintenant être corrigée.

SCANNEZ ICI ►



Téléchargez et commandez des feuilles de signatures :

<https://crise-energie-non.ch/>

d'une production d'électricité suffisante au cours des vingt prochaines années. »

La menace de pénurie d'électricité est 100% fait maison

Le problème de la pénurie d'électricité est certes alimenté par la guerre en Ukraine, mais il est d'abord un problème 100% fait maison. Le fait que la centrale nucléaire de Mühleberg, qui a été constamment modernisée et qui est sûr, soit en cours de démantèlement est un scandale. Car c'est précisément cette quantité de 3

térawattheures qui pourrait nous sauver de la pénurie d'électricité en hiver.

Nous devons également payer le prix fort pour le rehaussement du barrage du Grimsel, bloqué depuis des années par les militants écologistes. Là, le Parlement a donné un signal clair en adoptant une loi fédérale urgente visant à produire rapidement jusqu'à 2 térawattheures d'électricité solaire alpine et à rehausser le barrage du Grimsel. Lors des débats, notre chef de groupe a regretté

à juste titre cet exercice à la hussarde qui, si l'on avait écouté l'UDC plus tôt, n'aurait pas été nécessaire. Le solaire et l'eau ne suffiront toutefois jamais à produire toute l'électricité supplémentaire que notre pays consomme en raison de la décarbonation complète et de l'immigration toujours aussi démesurée.

Pour cela, il faut de nouvelles grandes centrales électriques, sachant que seule la technologie nucléaire fournit suffisamment d'électricité sans CO₂.

Voici ce que Doris Leuthard a dit dans le passé :



"Premièrement, la sécurité d'approvisionnement n'est pas remise en question"

Doris Leuthard, 01.12.2014

"Oui, nous menons une politique qui ne se contente pas d'anticiper sur cinq ans, mais qui fixe des objectifs pour 2020 et 2035."

Doris Leuthard, 02.12.2014

"Il n'y a pas d'incertitude dans la mesure où tous les pays européens disposeront d'une production d'électricité suffisante dans les vingt prochaines années." Doris Leuthard, 09.12.2014

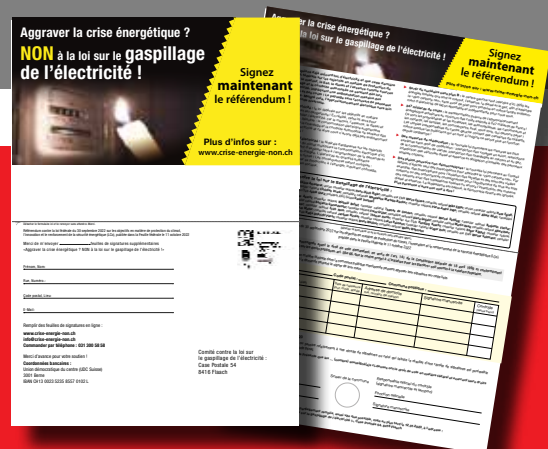
Et voici les appels embarrassés de Simonetta Sommaruga pour économiser l'électricité :



"Dans le domaine de l'électricité également, la probabilité d'une situation de pénurie a augmenté en Suisse." Simonetta Sommaruga, 29.06.2022

"L'énergie est rare - ne la gaspillons donc pas. Tout le monde peut contribuer à ce qu'il y en ait assez pour tout le monde. Mettons la main à la pâte pour passer l'hiver dans les meilleures conditions possibles." Simonetta Sommaruga, 29.06.2022

"La Suisse ne dispose pas de son propre stockage de gaz et dépend donc entièrement des importations. Jusqu'à trois quarts des livraisons de gaz en Suisse se font via l'Allemagne." S. Sommaruga, 29.06.2022



SIGNEZ MAINTENANT LE RÉFÉRENDUM :

"AGGRAVER LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ? NON À LA LOI SUR LE GASPILLAGE DE L'ÉLECTRICITÉ !"

New Kia Niro

Hybrid, Plug-in Hybrid ou EV



Movement that inspires



DEFENDER PRÊT À RELEVER TOUS LES DÉFIS



Peu importe où votre prochaine aventure vous conduise, le Land Rover Defender ne connaît pas de frontières. Technologie sans compromis et caractère déterminé en font l'un des plus performants en son genre. Disponible dans les trois versions de carrosserie 90, 110 et 130 au look moderne et équipé de matériaux raffinés, le Defender est prêt à relever tous les défis.

landrover.ch



L'essayer maintenant!

Stoppons la politique coûteuse de la gauche rose-verte

En tant que plus grand parti de la législature en cours, l'UDC a surtout enregistré des succès dans les urnes. Pendant ce temps, les effets dévastateurs du glissement à gauche du Parlement se font sentir. Au lieu de « choisir le climat » et de « faire la grève des femmes », nous devons maintenant retrousser nos manches et veiller au bien-être de la Suisse et de ses citoyens.



par Thomas Aeschi
Conseiller national et
président du groupe
UDC, Baar (ZG)

L'UDC a le peuple de son côté pour les questions et les votations importantes. **L'accord-cadre institutionnel**, par lequel la Suisse aurait été sommée de reprendre automatiquement le droit de l'UE et aurait été soumise à la Cour de justice de l'UE, a déjà été coulé au Conseil fédéral grâce à l'opposition de l'UDC. Coûteuse, inutile et antisociale : avec 51,6% de non, le peuple a rejeté la **loi sur le CO₂**, qui aurait entraîné une hausse des prix de l'essence et du diesel, un doublement de la taxe sur le CO₂ sur le mazout et le gaz ainsi qu'une taxe sur les billets d'avion. La **loi sur les médias** a également été rejetée, car elle aurait profité en particulier aux magnats des médias. Le peuple et les cantons ont donné un signal contre l'intégrisme islamique en approuvant **l'interdiction de se dissimuler le visage**. **L'initiative pour des entreprises responsables**, hostile à l'économie, a pu être repoussée. Le peuple et les cantons ont accepté le **projet AVS-21**, faisant ainsi un pas vers la stabilisation de l'AVS. **Les deux initiatives agricoles extrêmes et l'initiative sur l'élevage intensif** ont été clairement rejetées dans les urnes. Le projet d'acquisition de nouveaux avions de combat a été accepté et le contrat d'achat de **36 avions de combat F-35** a été signé. Et l'UDC a pu mettre à terre, au Conseil des Etats, la privation du pouvoir du peuple par l'introduction d'une **juridiction constitutionnelle**.

La gauche rose-vert menace la classe moyenne

Malheureusement, ces succès sont contrebalancés par la politique désastreuse du centre-gauche. La loi sur la protection du climat adoptée lors de la session d'automne menace l'économie, la prospérité et la sécurité de l'approvisionnement énergétique. **L'UDC a lancé un référendum** pour que le peuple ait le dernier mot sur ce gaspillage de l'électricité. Au parlement de centre-gauche, **toutes les inhibitions en matière financière sont tombées** : 26 milliards de francs de dépenses pour compenser les mesures liées à la pandémie, 2,2 milliards de dépenses supplémentaires pour les réductions de primes, 2,1 milliards pour les Ukrainiens au bénéfice d'un statut S, 1,3 milliard pour la cohésion de l'UE, 4 milliards de francs de crédit Axpo, etc. Le conseiller fédéral Ueli Maurer met en garde contre un déficit de 7,4 milliards de francs.

Bien que le peuple et les cantons aient décidé il y a bientôt neuf ans de contrôler l'immigration par des contingents, jusqu'à 240'000 personnes pourraient immigrer cette année. Malgré cette explosion démographique, **les autres partis refusent de mettre en œuvre ce mandat populaire visant à réduire l'immigration**. Dans une déclaration commune avec l'UE, les autres partis demandent une nouvelle édition



Depuis 2019, la gauche rose-verte s'emploie à démanteler la Suisse au Palais fédéral. Seule l'UDC s'y oppose.

de l'accord-cadre. L'UDC s'y opposera de toutes ses forces. Et malgré l'opposition de l'UDC, tous les autres partis ont voté pour une **adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU**, qui décide de la guerre et de la paix. Afin de préserver la neutralité perpétuelle, armée et globale, un comité d'initiative réuni autour de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a lancé **l'initiative pour la neutralité**.

Un engagement total pour la Suisse

Au cours des douze mois qui restent jusqu'aux élections, le groupe UDC au Parlement fédéral s'engagera avec véhémence **contre le rattachement à l'UE que prévoient à nouveau les autres partis, contre l'immigration démesurée et contre des impôts et des taxes toujours plus élevés**. L'ensemble du parti doit tout faire pour que la politique néfaste de la gauche rose-verte puisse être stoppée lors des élections dans un an. S'engager pleinement pour la Suisse !

Il faut sauver la neutralité suisse

Grâce à la neutralité, la Suisse a pu préserver son indépendance pendant deux guerres mondiales. Elle garantit la sécurité et la paix, mais le Conseil fédéral et les autres partis scient ce pilier de l'État. Nous ne devons pas passif ! C'est pourquoi un comité interpartis lance l'initiative pour la neutralité.



par Walter Wobmann
Conseiller national,
président du comité
d'initiative, Gretzenbach

La neutralité suisse a fait ses preuves depuis des siècles. Elle nous garantit la paix et l'indépendance et sert aussi la paix dans le monde. Grâce à elle, les parties en conflit peuvent se rencontrer et se parler sans armes. Tant qu'il y a une Suisse neutre, la paix a une chance.

Toutefois, le Conseil fédéral et les autres partis scient ce pilier de l'État et mettent ainsi en danger l'indépendance et la sécurité de la Suisse. C'est pourquoi l'initiative pour la neutralité est nécessaire. C'est la réponse du peuple suisse à la politique étrangère bancal et fatiguée qui a court dans la Berne fédérale.

Ce qui caractérise la neutralité suisse

Au début, la neutralité suisse était avant tout au service de la politique intérieure, puis davantage au service de la politique extérieure. La Suisse n'a pas inventé la neutralité, mais elle lui a donné un caractère très particulier à plusieurs égards. Son statut de neutralité se distingue fondamentalement de la neutralité d'autres États.

La neutralité suisse est permanente : depuis 1815, le droit public parle de « neutralité perpétuelle ». La tradition de la neutralité suisse ne peut conserver son effet auprès des nations que si elle se poursuit sans interruption et se manifeste à nouveau et de manière intacte à chaque occasion qui se présente. La neutralité suisse est libre de

toute alliance ; la Suisse neutre n'est pas autorisée à conclure des alliances défensives ou offensives avec d'autres États.

Mais la neutralité suisse est aussi armée. Notre pays s'est engagé à se défendre militairement et doit garantir à tout moment qu'aucune violence ne proviendra de son territoire.

La neutralité suisse a été librement choisie et n'est pas le résultat d'un diktat de puissances étrangères. Lors du Congrès de Vienne de 1815, une pratique séculaire a plutôt été réaffirmée à la demande de la Suisse. Enfin, la neutralité suisse était intégrale, c'est-à-dire complète, du moins jusqu'à récemment.

Pourquoi l'initiative sur la neutralité est nécessaire

Aujourd'hui, la Suisse se conforme de plus en plus dans une politique de phrases toutes faites, qui se contente de répéter ce qui se fait habituellement au niveau international. Il s'agit d'une politique qui se drape de postures et d'hypocrisie en désignant un bouc émissaire pour distinguer qui sont les « bons » et les « méchants ». Ce faisant, nous offensoons d'autres pays, fâchons nos partenaires commerciaux et créons même des inimitiés.

Ce qu'il convient d'appeler la « fatigue de la neutralité », avait toujours pu être endiguée au cours de l'histoire pour

le bien du pays, mais elle est désormais bet et bien présente dans la politique officielle suisse. La « neutralité coopérative » récemment inventée par Ignazio Cassis (PLR), qui va de pair avec l'acceptation inconditionnelle des sanctions de l'UE, est le résultat regrettable de cette « fatigue ».

L'initiative sur la neutralité est nécessaire pour que l'indépendance et la neutralité de la Suisse ne soient pas mises à mal par une politique étrangère idéologisée et hypocrite.

Engagement désintéressé pour le maintien de notre neutralité

L'initiative pour la neutralité sera officiellement lancée dans les prochains jours. Le chemin vers les urnes passe par 100'000 signatures, qui ne peuvent être récoltées qu'avec beaucoup de volonté et d'engagement individuel. Je remercie d'ores et déjà chaleureusement toutes les personnes qui soutiendront personnellement et activement la récolte des signatures.

La Suisse a besoin de sa neutralité - et le monde a besoin d'une Suisse neutre !



Le 15 octobre 2022, le lancement de l'initiative pour la neutralité a été approuvé par les près de 500 membres de la nouvelle association Pro Suisse.

Woke: la secte des éveillés

30 ans après la chute du mur de Berlin, non seulement le Parti communiste est multimilliardaire en Chine et dans le monde et le KGB (FSB) de retour aux commandes en Russie mais l'idéologie postmarxiste « woke » menace aujourd'hui de liquider les fondements mêmes de la famille et de la société occidentales.

par Yves Nidegger, conseiller national, Genève (GE)

D'où peut bien provenir cette nouvelle passion pour l'autodestruction que l'on voit à l'œuvre dans toutes les villes où la politique rose-verte parvient à s'imposer ? Un petit détour psychanalytique s'impose : Durant les premières années de son existence, le jeune enfant apprend à connaître les limites de la vie qui lui sont signifiées par ses parents. Ce processus peut être harmonieux (l'amour des parents met en place des interdits bien acceptés). Le processus peut aussi être disharmonieux (l'amour n'est pas là, les interdits et la famille sont rejetés) ou encore les interdits sont inexistantes (la pire des options pour l'enfant qui craint ce qu'il ne connaît pas et doit alors tout imaginer). Il faut bien admettre que

cette troisième option est devenue très populaire en Occident.

En grandissant, l'enfant transpose ce qu'il a acquis, il cherchera soit à préserver ce qu'il a aimé, le cercle familial, par extension l'autorité et la société telle qu'elle est, « conservateur », il souhaitera changer ce qui ne marche pas pour mieux conserver ce qui marche bien, il s'orientera « à droite ». Ou alors, il voudra détruire ce qu'il a connu, s'attaquera à la famille, par extension à l'autorité et à la société en s'en prenant de préférence à ceux qui la symbolisent par leur réussite, « progressiste », il n'aura de cesse de changer tout ce qui fonctionne bien, il s'orientera « à gauche ». Bien entendu, les pulsions destructrices

ne sont jamais avouées, elles ne peuvent défiler à visage découvert et doivent avancer masquées sous l'étendard des plus grandes causes du moment.

Ainsi, la gauche affirmera vouloir « favoriser la solidarité » plutôt qu'exproprier ceux qui réussissent, « inclure les minorités » plutôt que déboulonner les modèles connus durant l'enfance, « sauver la planète » plutôt que détruire le pays en ruinant les paysans et en persécutant les entrepreneurs, « abolir les discriminations » plutôt que restaurer l'apartheid en refusant de servir les clients de couleur UDC dans les brasseries. Et surtout « woke » plutôt que secte des éveillés.



**10 ANS
DE GARANTIE
ET D'ASSISTANCE**

**DYNAMISME AU
QUOTIDIEN AVEC
LE NOUVEAU
LEXUS UX**

Essayez-le maintenant

LEXUS
EXPERIENCE AMAZING

Garantie et assistance pendant 10 ans ou 185 000 km (selon première éventualité) à compter de la 1^{re} immatriculation, activée lors du service et valable sur tous les véhicules Lexus. Vous trouverez des informations détaillées dans les dispositions applicables en matière de garantie sur lexus.ch.

S'opposer à la gauche rose-verte qui démolit la Suisse !

Lors de l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse à Lucerne, le président Marco Chiesa a préparé le parti à la campagne électorale de l'année prochaine. Il faut empêcher de toutes nos forces un nouveau glissement vers la gauche. L'UDC aborde l'année électorale avec une motivation sans faille. L'objectif : stopper gauche rose-verte dans son élan destructeur afin de sauver le modèle suisse qui fait le succès de notre pays.

Un an jour pour jour avant les élections fédérales, les délégués de l'UDC se sont réunis à Lucerne dans une très belle ambiance et avec une motivation sans faille. Il s'agit en 2023 d'empêcher un nouveau glissement vers la gauche. Sinon, c'en est fini de notre prospérité, de notre liberté et de notre indépendance. « Notre pays libre va à vau-l'eau si nous ne parvenons pas à stopper l'avancée de la gauche et des Verts », a averti Marco Chiesa.

Le conseiller national Michael Graber et le conseiller national Pierre-André Page ont souligné l'importance du référendum contre la « loi sur le gaspillage de l'électricité ». Cette loi interdirait le mazout, l'essence, le gaz et le diesel. Le chauffage et la conduite automobile ne devraient plus être possibles qu'à l'électricité. Et ce, bien que nous ayons déjà trop peu d'électricité aujourd'hui. De plus, le Conseil fédéral obtiendrait des pouvoirs antidémocratiques.

Conclusion : si nous ne parvenons pas à stopper la politique rose-verte, nous brisons les bases d'une Suisse prospère. Nous démolissons notre prospérité, notre liberté, notre sécurité et notre indépendance. Les élections fédérales 2023 seront donc décisives. L'UDC aborde l'année électorale avec énergie et combativité.

311 délégués et 65 invités ont participé à l'assemblée à Lucerne.



IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Édition : 5'500 | Éditeur et rédaction : Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos : UDC Suisse, Goal AG, DFF, Services du Parlement 3003 Berne, iStock.com, Unsplash.com

Il a fait de l'UDC un parti fort

Notre conseiller fédéral Ueli Maurer prendra sa retraite à la fin de l'année. L'UDC et la Suisse entière lui doivent beaucoup. Sécurité, liberté, finances saines et, en plus, un attachement naturel aux gens : les préoccupations essentielles d'Ueli Maurer restent plus importantes que jamais.



par Marco Chiesa
Conseiller aux Etats
et président du parti
Ruvigliana (TI)

Avec Ueli Maurer, c'est l'un des membres les plus populaires du gouvernement qui quitte la grande scène politique à la fin de l'année, après avoir siégé pendant 14 ans au Conseil fédéral, dont il a largement influencé le travail. L'UDC et la Suisse lui doivent beaucoup. De 2009 à 2015, l'ancien président de l'UDC a dirigé le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Après des années de démantèlement, il a lancé un vaste débat sur les lacunes de notre armée. Il a ainsi réussi à inverser la tendance en faisant réintroduire un concept de mobilisation valable et en améliorant considérablement l'équipement et la capacité d'engagement des troupes.

La conscience financière de la nation

Début 2016, Ueli Maurer a rejoint le Département fédéral des finances (DFF). Il a incarné comme aucun autre politicien

la conscience de la Suisse en matière de politique financière. Il s'est battu de manière conséquente pour contrer les politiques arrosoirs des autres partis et pour une utilisation responsable de l'argent de nos impôts.

En outre, il a été un incubateur de la numérisation dans l'administration. Sur le plan international, il a obtenu pour la

maine de la fintech et de la technologie blockchain.

Je pourrais énumérer encore bien d'autres mérites politiques d'Ueli Maurer, mais la place me manque. Sa personnalité restera également dans les mémoires, car il ne s'est jamais trahi. Il a toujours été droit, direct, authentique. Alors que d'autres politiciens se contentent de répéter

des phrases toutes faites, lui a su trouver les mots justes.

Naturellement populaire

Ces qualités - associées à son engagement pour la sécurité, la liberté et des finances durablement saines - ont fait d'Ueli Maurer l'un des hommes politiques les plus reconnus de Suisse. Son attachement au peuple, tant vanté, était pour lui une évidence. Il a donné l'exemple de ce qu'est la démocratie directe : le fait que ce soit le citoyen qui soit le chef, et non le Conseil fédéral.

Au nom de tout le parti (et certainement aussi de nombreux Suisses !), je te remercie de tout cœur, cher Ueli, pour ton engagement

inestimable de longue date en faveur de notre pays et de notre population. Tu vas nous manquer, toi et ta manière incomparable de faire de la politique.



Ueli Maurer a été élu au Conseil fédéral en 2008 et a été président de la Confédération en 2013 et 2019. Il avait présidé l'UDC Suisse de 1996 à 2008 et en avait fait le plus grand parti de Suisse.

Suisse une participation permanente au G20 et il a fait de notre pays l'un des États les plus innovants au monde grâce à des réglementations anticipatives dans le do-



**Devenez maintenant
membre de l'UDC !**
www.udc.ch



**Pour un
avenir sûr
et libre !**

